



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 12 avril 2017 — N° 246

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner la victoire de l'équipe de hockey bantam AAA des Harfangs de l'école secondaire du Triolet lors du Tournoi des Champions.*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Lancement du plan d'action du Comité de développement de l'Est de Montréal.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner l'excellent gala de basket-ball à Laval et rendre hommage à M. Luc Poitras.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Hommage à M. Serge Lepage, directeur général de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner la Journée rose contre le harcèlement, la discrimination, l'homophobie, la transphobie et la transmysoginie.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *50 ans pour La Relance Jeunes et Familles.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner la victoire de l'école secondaire Calixa-Lavallée au tournoi d'improvisation de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *45 ans du Club Richelieu de Saint-Bruno.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *La Table Agro-touristique de Charlevoix se dote d'une remorque promotionnelle.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *30^e anniversaire du Centre d'action bénévole L'Envolée.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Le rapport de la Commission des finances publiques qui, le 30 septembre, les 17 et 18 novembre 2015, les 12 et 19 mai ainsi que le 15 septembre 2016, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le phénomène du recours aux paradis fiscaux. Le rapport contient des observations, des conclusions et 38 recommandations.
Rapport déposé le **5 avril 2017**.
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **7 mai 2017**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 3) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 6) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 7) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

- 8) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

- 9) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 10) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**
- 11) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 121
Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 8 décembre 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **30 mars 2017**
- 13) Projet de loi n° 122
Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 6 décembre 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mars 2017
Reprise du débat ajourné au nom du député de Gaspé le **11 avril 2017**
- 14) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

- 15) Projet de loi n° 132**
Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **6 avril 2017**

Étude détaillée en commission

- 16) Projet de loi n° 53**
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 17) Projet de loi n° 62**
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 18) Projet de loi n° 98**
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 19)** Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 20)** Projet de loi n° 108
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 21)** Projet de loi n° 113
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le 6 octobre 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 novembre 2016
Principe adopté le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 22)** Projet de loi n° 115
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le 19 octobre 2016
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 7 février 2017
Principe adopté le **8 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 23)** Projet de loi n° 118
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017
Principe adopté le **23 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 24)** Projet de loi n° 130
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017
Principe adopté le **22 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 25)** Projet de loi n° 131
Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 30 mars 2017
Principe adopté le **6 avril 2017**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

- 26)** Projet de loi n° 126
Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 février 2017
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 14 mars 2017
Principe adopté le 15 mars 2017
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **5 avril 2017**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 27)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 28)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 29)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 30)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 34)** Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 35)** Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 36)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 37)** Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 38)** Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 39)** Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 40)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 41)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 42)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

- 43) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 44) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 45) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 47) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 48) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 49) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 50) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

- 52) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 56) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 57) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 58) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 59) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

- 60)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 61)** Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 62)** Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 63)** Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 64)** Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 65)** Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 66)** Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**

67) Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**

68) Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

69) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

70) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

71) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

72) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 73) Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 74) Projet de loi n° 223
Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc.
Présenté par le député de La Prairie le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 75) Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

- 76) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2018 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 28 mars 2017 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **29 mars 2017**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

77) 11 avril 2017

Motion du député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement qu'il cesse de financer les écoles privées et qu'il mette fin au système d'éducation à deux vitesses;

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de s'assurer que le financement étatique favorise l'équité dans la répartition des ressources, l'égalité des chances des élèves et la qualité du réseau public d'éducation.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2015-2016 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Centre de services partagés du Québec sur sa gestion administrative et sur les chapitres 2 et 9 du rapport du printemps 2016 du Vérificateur général du Québec, intitulés respectivement « Vérification particulière (Partie 2). Contrats d'achats regroupés en technologies de l'information » et « Suivi d'une vérification de l'optimisation des ressources. Centre de services partagés du Québec : acquisitions de biens et de services ».
- Audition de la Commission municipale du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition d'Hydro-Québec sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Hydro-Québec : processus d'approvisionnement en travaux et en services spécialisés ».
- Audition du ministère de la Sécurité publique et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Services correctionnels : réinsertion sociale ».
- Audition du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et d'Investissement Québec sur le rapport de juin 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Aide financière accordée à Premier Tech ».
- Audition de La Financière agricole sur le rapport du printemps 2015 du commissaire au développement durable intitulé « La Financière agricole du Québec : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en suivi de la recommandation 8.4 du 34^e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 223**, Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc. (mandat confié le 2 décembre 2016).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).
- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 2 décembre 2016).

Consultation générale :

- Rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » (mandat confié le 30 mars 2017).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 115**, Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (mandat confié le 8 février 2017).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).
- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 131**, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique (mandat confié le 11 avril 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

226) M. Gaudreault (Jonquière) – **14 mars 2017**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le 20 février 2017, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports a transmis à la Commission de l'administration publique le document intitulé « Sommes du Fonds vert virées au FORT dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques – Suivi de la recommandation 7.6 du 34^e rapport de la Commission de l'administration publique ».

Concernant le graphique « Sommes virées du Fonds vert au FORT dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques – Effets sur la réduction des émissions de GES » (p. 5) :

- Comment le ministère distingue-t-il ce que le « Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) – FORT » aurait financé comme projets, n'eut été de l'existence du Fonds vert?

Concernant le tableau 2 « Programmes et mesures financées par le FORT à partir des sommes virées du Fonds vert » (p. 8) :

- Pourquoi le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) (action 13.7) pour l'année 2017 n'est-il toujours pas en vigueur?

Concernant le tableau 3 « Quantification de la réduction des émissions de GES – Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) (action 13.2) » (p. 9) :

- Quels sont les critères utilisés par le ministère pour déterminer quels « projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions des GES » peuvent recevoir des sommes virées du Fonds vert au FORT?

- Est-ce que le critère « d'incidence directe sur la réduction des émissions des GES » est le seul critère déterminant pour l'utilisation des sommes du Fonds vert par le ministère sur la durée du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques?
- Quels sont les indicateurs d'incidence directe qui permettent de départager la qualification d'un projet par rapport à un autre projet?

227) M. Pagé (Labelle) – **14 mars 2017**
 Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 13 février 2017, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport annonce l'octroi de 57 millions de dollars pour la réalisation de 80 projets dans le cadre du Programme de soutien pour le remplacement ou la modification des systèmes de réfrigération fonctionnant aux gaz R-12 ou R-22 : arénas et centres de curling. L'aide financière accordée aux demandeurs vise l'utilisation de plusieurs technologies de réfrigération dont le CO₂, l'ammoniac et le HFO R-513A.

D'après les renseignements de nature mathématique contenus dans les différents communiqués du ministre liés à cette annonce, les demandeurs (notamment les municipalités) ont opté dans une large mesure pour le HFO R-513, un réfrigérant qui va à l'encontre de l'avis du MDDELCC émis le 7 décembre 2015. Cet avis précise que pour la fabrication d'une surface glacée, l'utilisation de cette substance devrait être conditionnelle à ce que le PRP reste à un niveau comparable au niveau de PRP du CO₂, soit équivalent à un.

Le gouvernement a décidé de subventionner des projets qui utiliseront, dans une large proportion, un réfrigérant qui est non seulement polluant, mais qui, en plus, va à l'encontre de l'énoncé du MDDELCC dans une proportion de 600 pour 1.

Voici les questions :

- Est-ce que les projets annoncés respectent tous la condition énoncée par le MDDELCC dans son avis du 7 décembre 2015, à savoir que les réfrigérants utilisés ont systématiquement un PRP comparable au niveau de PRP du CO₂?
- Comment le gouvernement peut justifier sa décision de subventionner ces systèmes, dont le coût de possession est plus dispendieux, en plus d'aller à l'encontre d'un avis du MDDELCC?

- Le 25 novembre 2016, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a annoncé que l'entreprise PureSphera recevra une somme de 5 millions de dollars pour deux technologies : d'abord, un projet de récupération des gaz de système de réfrigération et des agents de gonflement utilisés dans la mousse isolante des réfrigérateurs; puis un autre pour détruire de façon sécuritaire les agents réfrigérants et les gaz. Comment le gouvernement peut-il justifier les motifs ayant guidé sa décision de subventionner un type de réfrigérants polluants plutôt que des réfrigérants naturels?

229) M. Turcotte (Saint-Jean) – **21 mars 2017**
 Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 18 août 2015, les sous-ministres adjoints de votre ministère, MM. Louis Couture et François Dion, signaient une lettre dévastatrice annonçant l'arrêt des travaux de construction des nouveaux laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu. Ces travaux étaient pourtant prévus et planifiés depuis plus de 10 ans dans ma région. Je suis profondément convaincu que votre décision de maintenir l'annulation de l'agrandissement des laboratoires de l'hôpital de ma circonscription est une grave erreur et que, malheureusement, ce sont mes concitoyens qui en paieront le prix.

Or, devant votre décision et celle de votre gouvernement, la communauté du Haut-Richelieu s'est mobilisée afin de présenter un autre à votre ministère, soit la construction d'un centre mère-enfant, un projet attendu depuis plusieurs années. Ouvert depuis 1972, le département de maternité de l'Hôpital du Haut-Richelieu n'a fait l'objet d'aucune transformation majeure depuis sa construction, et ce, malgré l'important accroissement de la population, l'évolution des pratiques médicales, les changements dans les relations parentales et le vieillissement des installations. Dans un article du 16 février dernier, le journal Le Canada Français révélait une lettre du sous-ministre de la Santé, M. Michel Fontaine, qui écrit que le projet doit « préalablement [obtenir] une autorisation ministérielle [et que] le projet devra faire l'objet d'une reconnaissance du besoin de la part des directions cliniques du ministère de la Santé et des Services sociaux ».

- Sachant que les besoins sont présents sur le territoire desservi par l'Hôpital du Haut-Richelieu, que la communauté du Haut-Richelieu désire que ce projet puisse voir le jour rapidement et que la Fondation Santé Haut-Richelieu-Rouville a amassé plusieurs millions de dollars pour sa réalisation, quand prévoyez-vous donner le coup d'envoi au projet d'implantation d'un centre mère-enfant au sein de l'Hôpital du Haut-Richelieu?

230) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **21 mars 2017**
À la ministre de la Justice

Les personnes trans peuvent effectuer un changement de leur mention de sexe de femme à homme ou d'homme à femme à l'État civil du Québec, à l'exception des personnes qui ne sont pas citoyennes canadiennes. Or, l'obtention de la citoyenneté peut facilement prendre au-delà de 7 ans. Plusieurs des personnes trans qui immigreront au Canada le font spécifiquement parce qu'ils espèrent pouvoir vivre à l'abri de la violence et de la discrimination transphobe qu'elles subissaient dans leur pays d'origine. Arrivées au Québec, elles sont confrontées à beaucoup d'obstacles et d'incohérence. D'ailleurs, depuis 2009, les personnes trans qui ont leur résidence permanente peuvent avoir les interventions chirurgicales payées par la RAMQ, mais l'État québécois ne leur permet pas d'avoir des documents officiels qui reflètent leur identité et expression de genre.

L'absence de reconnaissance par l'État de l'identité de genre de ces personnes engendre des situations de discrimination quotidienne, allant de difficultés aux douanes, à la banque, de refus de services divers, à avoir un logement et un travail, mettant ces personnes dans une situation de vulnérabilité extrême.

Le Québec est la seule province canadienne qui ne permet pas le changement de nom pour les non-citoyens et non-citoyennes. Le maintien de la logique du droit civil ne devrait pas primer sur les droits de la personne. De plus, contrairement aux autres provinces canadiennes, le Québec possède un processus d'insertion au registre de l'état civil du Québec d'un acte fait hors du Québec.

Les membres de la Commission des institutions étaient claires, et unanimes, dans leur rapport en mai 2015 sur le projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres : « certaines problématiques vécues actuellement par les personnes trans dépassent la portée du projet de règlement qui était à l'étude (...) les membres estiment qu'une réflexion sur l'opportunité de modifier ultérieurement le règlement pour y inclure les personnes mineures est nécessaire et urgente. Il en est de même pour les personnes immigrantes, elles aussi laissées pour compte dans ces changements réglementaires. »

- Est-ce que la ministre de la Justice compte modifier le Code civil du Québec pour permettre aux personnes trans non citoyennes de changer leur mention de sexe et leur prénom à l'État civil du Québec? Si oui, dans un délai de combien de temps?

231) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **23 mars 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En 2010, le gouvernement a fait l'annonce d'importants travaux afin de reconstruire l'échangeur Turcot à Montréal. Au sein de ce projet initial, on prévoyait l'aménagement d'une dalle-parc permettant le déplacement à pied et à vélo entre la falaise Saint-Jacques et le Canal-de-Lachine. En plus de rétablir les liens entre les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et du Sud-Ouest, cette passerelle se justifiait par la création d'un vaste espace vert à quelques minutes à peine du centre-ville de Montréal.

Or, il semble que les plans actuels aient tout simplement abandonné l'idée même d'une dalle-parc. Une situation des plus étranges puisque cette partie du projet ne représentait qu'environ 1 % des coûts du budget de la reconstruction de l'échangeur Turcot, estimé à près de 4 milliards de dollars. Face à cette situation, une coalition d'organismes, dont notamment le Conseil régional de l'environnement de Montréal, Équiterre et Vélo Québec, s'est constitué pour pousser le gouvernement à faire preuve de leadership et à assurer aux Montréalais que cette passerelle sera bel et bien réalisée.

- 1) Comment le ministre explique-t-il que la dalle-parc ait été retirée des plans de réaménagement de l'échangeur Turcot?
- 2) Comment le ministre prévoit assurer la fluidité de part et d'autre de l'échangeur Turcot pour les piétons et les cyclistes sans la présence de la dalle-parc?
- 3) Quelle est la vision du ministre concernant l'aménagement de l'espace urbain et le rôle du transport actif au sein de celui-ci?

232) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **5 avril 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En septembre dernier, j'ai demandé d'obtenir des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec–Lévis, Sorel-Tracy–Saint-Ignace-de-Loyola, Matane–Baie-Comeau–Godbout et Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1^{er} février 2016 au 1^{er} septembre 2016. Le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports avait alors fait preuve de transparence en me fournissant l'information demandée environ un mois plus tard.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois de septembre 2016 à avril 2017?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} octobre 2016, entre le 1^{er} octobre 2016 et le 1^{er} novembre 2016, entre le 1^{er} novembre 2016 et le 1^{er} décembre 2016, entre le 1^{er} décembre 2016 et le 1^{er} janvier 2017, entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} février 2017, entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars 2017 et entre le 1^{er} mars et le 1^{er} avril 2017 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2015 et 2016)?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} octobre 2016, entre le 1^{er} octobre 2016 et le 1^{er} novembre 2016, entre le 1^{er} novembre 2016 et le 1^{er} décembre 2016, entre le 1^{er} décembre 2016 et le 1^{er} janvier 2017, entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} février 2017, entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars 2017 et entre le 1^{er} mars et le 1^{er} avril 2017 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2015 et 2016)?

233) M. LeBel (Rimouski) – **6 avril 2017**

Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Un courageux citoyen de Farnham, M. Marc-Alexandre Gaudreau, a écrit au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Je le cite :

« Je suis un jeune homme de 27 ans atteint de cancer au cerveau, diagnostiqué alors que j'avais seulement 19 ans. Je fais appel à vous, car je suis rendu à bout de ressources. Je me sens vraiment inutile et exclu de la société.

Malgré mes nombreuses démarches, on me dit qu'il n'existe aucun programme au gouvernement qui peut me venir en aide.

Je suis maintenant réduit à quêter de tous côtés. Je ne peux plus contribuer ni dans mon couple, ni dans la société. Je suis ZÉRO.

À quoi bon livrer le combat contre le cancer et vouloir vivre? »

Il faut savoir que si on refuse toute aide à M. Gaudreau, c'est parce que, dans son malheur, il a eu la chance de rencontrer l'amour et d'avoir un enfant avec la femme qu'il aime. Le système le condamne donc à vivre aux crochets du maigre salaire de sa conjointe.

Au lieu de lui venir en aide dans son combat contre une maladie terrible, c'est comme si la bureaucratie le condamnait une deuxième fois.

Ce jeune citoyen de Farnham est entouré de gens extraordinaires, qui se démènent tous les jours pour lui apporter le soutien nécessaire.

- Le ministre a le pouvoir d'agir; la loi lui permet de répondre positivement à M. Gaudreau. Est-ce qu'il va laisser de côté la bureaucratie et donner de l'espoir et de la dignité à ce jeune père de famille?

234) Mme Roy (Montarville) – **6 avril 2017**
À la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Dans le cadre de la demande d'accès à l'information numéro 2886464 que nous avons déposée le 12 janvier 2017 et dont nous avons obtenu la réponse le 2 mars 2017, les documents 6, 8, 9 et 10 ont été largement caviardés avant de nous être remis.

En vertu de la nature de notre demande, rien ne justifie un tel refus, d'autant plus que nos demandes concernent, pour les documents 6 et 10 notamment, des redditions de compte relativement à l'utilisation de fonds publics.

Plus encore, dans le document 6, dans le contexte même des notes qui ont été caviardées par la responsable de l'accès aux documents, on peut lire : « Cette décision (relative à un nouveau processus de reddition de compte instauré en 2008-2009) repose sur la volonté d'assurer une plus grande transparence gouvernementale vis-à-vis des parlementaires ». Vous conviendrez qu'il est surprenant qu'un document qui évoque un tel propos puisse être caviardé, surtout qu'il est justement destiné à une parlementaire.

Est-ce que la ministre peut corriger la situation et nous remettre avant l'étude des crédits du ministère de l'Immigration, dans leur intégralité, l'ensemble des documents ci-mentionnés et qui font l'objet de la demande d'accès 2886464?

235) M. Bonnardel (Granby) – **12 avril 2017**
Au ministre des Finances

Dans le cadre des travaux de la Commission des finances publiques, le lundi 10 avril 2017, le ministre des Finances a indiqué que des dépenses de programmes d'une valeur de 972 millions de dollars ont été ajoutées aux sommes initialement engagées pour l'exercice financier 2016-2017, terminé le 31 mars dernier. Le ministre a précisé que les 972 millions avaient fait passer la croissance des dépenses de programmes de 2,7 % à 3,8 %, pour l'ensemble de l'exercice financier. Il a également précisé que les 972 millions avaient été déboursés en février et mars 2017.

Est-ce que le ministre des Finances peut nous fournir une ventilation des 972 millions de dollars supplémentaires engagés par l'État québécois, au cours des mois de février et mars 2017?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens – *ministre de la Sécurité publique.*